Introduction

Le désordre du monde est l'envers de l'ordre du capital, mais pas que...

Jean-Marie Harribey

L'introduction de ce numéro des *Possibles* aurait pu être commencée n'importe quel jour de ce début d'année 2025, mais le fait est qu'elle l'est le matin du 7 janvier, jour du dixième anniversaire du massacre des rédacteurs de *Charlie Hebdo* par des fous de Dieu, des criminels ignobles poussant leur idéologie jusqu'au paroxysme de la connerie (in)humaine dont Einstein disait qu'elle était infinie.

La décennie qui vient de s'écouler a laissé intacts l'effroi, la sidération, la douleur et aussi la colère mêlée au désarroi. Elle aurait pu entamer la conviction de continuer à critiquer le désordre du monde. Mais celui-ci est tel qu'il ne laisse pas le choix. L'exacerbation des contradictions socio-économiques, écologiques, politiques, géopolitiques, culturelles fait que leur ensemble est plus que la somme de chacune d'elles, car il devient anthropologique, c'est-à-dire qu'il touche à la condition humaine. Aussi l'analyse et la discussion critiques sont plus que jamais indispensables, en croisant les regards, les approches, les méthodes et les perspectives. Ce numéro des *Possibles* pourra sembler au premier abord disparate, mais c'est le monde qui se révèle dans un état d'éclatement et de dislocation comme jamais, faisant passer la mondialisation prétendument porteuse d'unification pour une plaisanterie funeste.

Quel sens l'arrivée au pouvoir du tandem Trump-Musk de la post-vérité aux États-Unis, le maniement de la tronçonneuse des services publics par Milei en Argentine, l'accession aux gouvernements d'Italie, de Hongrie, des Pays-Bas, du Danemark, d'Autriche par l'extrême droite au sein même de l'Union européenne, ont-ils ? L'embrasement des tensions géopolitiques qui se traduit notamment par un affrontement larvé entre les États-Unis et la Chine, par le dépeçage des terres d'Afrique par les puissances occidentales, russe ou chinoise, par une guerre en Ukraine depuis trois ans et par un massacre systématique de la population à Gaza depuis près d'un an et demi après l'attentat terroriste djihadiste monstrueux du 7 octobre 2023 – sans que l'on sache encore si l'accord sur un cessez-le-feu entre Israël et le Hamas sera respecté –, par une guerre en Ukraine depuis trois ans et par un génocide à Gaza depuis près d'un an et demi après l'attentat terroriste djihadiste monstrueux du 7 octobre 2023, le dépeçage des terres d'Afrique par les puissances occidentales, russe ou chinoise, relèvent-ils simplement du cadre d'analyse bien connu de l'impérialisme ?

S'il ne s'agissait que d'économie, les choses seraient assez simples. La productivité du travail, source première et ultime de l'enrichissement du capital, s'est très fortement ralenti partout dans le monde, atteignant même des taux de progression presque nuls dans beaucoup de pays riches, à l'instar de la France. À cela s'ajoute la crise écologique qui pèse également sur la rentabilité du capital. Le régime d'accumulation financière développé à partir des années 1980 était censé remédier à cette double crise en postulant la valorisation permanente et quasi infinie des actifs financiers qui avaient ainsi de moins en moins d'ancrage réel. Comme le disait Marx, l'anticipation des plus-values financières se heurtait à la limite de la production-extorsion de la plus-value produite par la force de travail. Plus le capital financier grossissait, plus son caractère fictif devenait alors visible. L'éclatement de la crise financière en 2007 anéantit le rêve dément de l'auto-engendrement du capital que le cauchemar de la marchandisation du monde ne pouvait compenser indéfiniment.

Mais il ne s'agit pas que d'économie. Ou plutôt, si l'économie est en jeu, c'est au sein d'un ensemble plus vaste et plus complexe de situations enchevêtrées. Donnons-en deux exemples.

Le premier concerne la mainmise des géants de la « tech », principalement issus de la Silicon Valley et peut-être demain également de la Chine, sur les sociétés et sur le pouvoir, tant politique, que médiatique et culturel. La souveraineté des pays exclus de cette maîtrise technique est gravement compromise, au point qu'une forme de colonialisme numérique pourrait s'instaurer¹.

Le second exemple est le projet libertarien de dérégulation totale de la société tambouriné par les gesticulations musko-trumpiennes qui consiste à transformer les inquiétudes et les difficultés des classes populaires jusqu'au point où les représentations du monde forgent une « non-culture » faite de *fake news* de plus en plus énormes, laquelle doit avoir pour effet d'anesthésier toute compréhension du monde réel, tout en faisant miroiter un transhumanisme et une super-conquête de l'espace comme eldorado interstellaire. Le climato-scepticisme n'est pas simplement le déni de la montée inexorable de la température, des tornades, des tsunamis et des inondations, c'est aussi le déni de la science et le déchaînement de la démesure².

La crise politique française est, elle aussi, le miroir déformant des contradictions d'une classe dominante confrontée à une convulsion de son propre système³. Le compromis social étant devenu inenvisageable pour la classe bourgeoise, celle-ci n'a plus qu'un moyen à sa disposition pour atténuer ses propres difficultés : unifier ses différentes fractions autour du seul projet réconciliant temporairement leurs intérêts respectifs en faisant payer aux travailleurs toutes les crises par un surcroît d'austérité, d'inégalités, de services publics appauvris, de renoncements à la protection sociale et de renvoi à toujours plus tard de la protection écologique.

Dans ce contexte, nous ordonnons ce numéro des *Possibles* autour de l'idée « Un monde sens dessus dessous : crises à répétition, colonialisme sans fin, guerres sans limites, corruption sans vergogne... ». Nous invitons le lecteur à faire le lien entre ce dossier et celui du numéro 40 précédent, notamment avec son introduction « [Sur un bateau ivre : à chacun sa panne stratégique](#) ». Les deux dossiers sont complémentaires.

Ici, deux premiers textes dressent un état du droit international qui régit les relations entre les États. Celui de Nils Andersson fait un rappel de la création de l'ONU en 1941 et des difficultés qu'elle a rencontrées pour atteindre l'objectif de « maintenir la paix et la sécurité internationales ». Tout à tour, pratiquement tous les secrétaires généraux de l'organisation ont échoué à faire respecter les principes de la Charte de l'ONU. Pour sortir le « machin » de son impuissance, et que « soient établis des rapports Nord-Sud plus équitables, le “Global Sud” revendique aujourd'hui d'être acteur de plein droit dans la co-gouvernance du monde. Co-gouvernance régie par le multilatéralisme ou qui ne sera pas. »

Le texte d'Adda Bekkouche complète cela par un examen du droit international concernant « l'action des belligérants et la protection des civils ». Là aussi il est question de la Charte des Nations unies, dont le respect par les États n'est pas assuré. En effet les manquements au droit dans les conflits armés sont nombreux. « Toutefois, le droit international, malgré ses insuffisances, demeure un corpus plus ou moins normatif favorisant la paix. Les peuples des États non puissants le revendiquent massivement. Le droit international apparaît ainsi comme une arme du faible contre le fort qui l'a créé. »

Comme en écho à ces deux textes, Martine Boudet propose un compte rendu de lecture du livre de Nils Andersson *Les guerres annoncées*. Elle souligne aussi que « de quémendeur de rapports économiques plus équitables dans la seconde moitié du XX^e siècle, [le Sud

¹ Cédric Durand et Cecilia Rikap, « Pour sortir de la dépendance européenne aux Big Tech, il faut une politique numérique non alignée », *Le Monde*, 10 janvier 2025.

² Quelques jours après que ces lignes furent écrites, Mark Zuckerberg a fait savoir qu'il se rangeait derrière le tandem ci-dessus en supprimant toute modération sur ses réseaux sociaux.

³ Jean-Marie Harribey, « [Derrière la crise politique, une convulsion capitaliste](#) », 7 décembre 2024.

Global] est devenu un acteur de plein droit, revendiquant une co-gouvernance du Monde et contestant la loi du dollar ».

Les deux articles suivants examinent l'évolution actuelle du capitalisme. D'abord à travers l'affrontement entre la Chine et les États-Unis. L'économiste Benjamin Bürbaumer montre que la mondialisation, qui fut l'œuvre du capitalisme sous domination états-unienne, est aujourd'hui « minée » par ce même capitalisme. « Le paradoxe de la montée en puissance de la Chine, c'est qu'en devenant capitaliste, elle s'est trouvée contrainte de saper le processus même qui a permis son essor, à savoir la mondialisation. [...] Aujourd'hui la Chine contemporaine ne s'oppose donc pas à l'idée du marché mondial en tant que telle, elle s'oppose à la mondialisation et souhaite la remplacer par un marché mondial sino-centré. Cette contestation l'a placée directement sur les rails de la confrontation avec les États-Unis. »

Le capitalisme est-il en train de se reconfigurer ? demande ensuite Pierre Khalfa. Pour répondre, il rappelle les étapes qui ont conduit du capitalisme fordiste au capitalisme financier avec comme mantra néolibéral : « de moins en moins de salaires et de plus en plus de dettes ». L'arrivée des nouvelles techniques, et notamment celle de l'intelligence artificielle, peuvent-elles relancer la productivité ou au contraire aggraver la situation ? « Est-ce que l'apparition du *big data*, du *cloud* et de l'IA pourra changer la donne ? La généralisation des algorithmes va-t-elle aboutir à une révolution des objets et à une transformation radicale de la sphère des services ? » Rien n'est moins sûr, car cette éventualité n'est guère soutenable écologiquement. Et on voit bien que l'affrontement entre les États-Unis et la Chine « se joue en grande partie sur le terrain des technologies numériques. »

Le sociologue Walden Bello aborde la situation des États-Unis sous l'angle de sa politique étrangère. Dans le contexte de crise de l'internationalisme libéral forgé après la Seconde Guerre mondiale, la politique étrangère états-unienne va-t-elle redevenir isolationniste ? Ce qui intéresse Trump, « c'est de construire une forteresse américaine beaucoup moins engagée dans le monde, où les institutions multilatérales à travers lesquelles les États-Unis ont exercé leur pouvoir économique, l'OTAN et les institutions de Bretton Woods, deviendraient beaucoup moins influentes ». Mais Walden Bello conclut que « Trump reconnaîtra probablement dans la pratique que l'Asie-Pacifique est la sphère d'influence de la Chine, même si ce message sera délivré de manière informelle et dissimulé par une rhétorique sur la poursuite de l'engagement américain dans la région ».

Le philosophe Pierre Dardot explique quelle est la procédure habituelle pour modifier la constitution du Chili. Or, celle-ci fondée sur un accord entre les partis a été conduite « dans le dos des citoyens et sans aucune consultation » et représente « une véritable régression anti-démocratique par rapport à la Proposition d'une Nouvelle Constitution (PNC) élaborée par la Convention constitutionnelle (4 juillet 2021–4 juillet 2022) ». Le résultat est une « République au-dessus du peuple et des droits sociaux conditionnés ». D'où le rejet par référendum du projet de modification de la Constitution et l'impasse politique et l'incertitude concernant l'avenir, à l'image de toute l'Amérique latine. Mais, « dans le cas singulier du Chili, ce qui pèse plus que tout, c'est la dévastation du tissu social du Chili qui n'est pas seulement économique, mais qui affecte la cohésion sociale, le sens de la communauté et la confiance dans les institutions publiques ».

Gustave Massiah propose dans son article d'examiner la corruption en liaison avec la deuxième phase de la décolonisation. Sa thèse est que la corruption est au cœur du néolibéralisme parce qu'elle gangrène nombre de pays dans le monde, viciant ainsi la démocratie ou toute tentative de l'instaurer. Il explique que « le saut qualitatif dans la corruption est constitué par la fusion du politique et du financier, l'inégalité des revenus et la concentration inimaginable des sommes générées par la spéculation financière. » Néanmoins, « les affrontements sociaux, politiques, idéologiques vont s'exacerber » parce que « l'égalité est la réponse aux inégalités et à la corruption ».

Georges Menahem dresse une cartographie et une historiographie des colonialismes établis par les États européens du XV^e au XX^e siècle. Portugal, Espagne, Pays-Bas, Grande-Bretagne et France ont à tour de rôle imposé leur fêrule en Amérique, en Asie et en Afrique, marquant leur domination économique, politique et culturelle sur les peuples soumis à l'esclavage et au racisme : « le racisme vis-à-vis des autochtones, la violence des entreprises, et les considérables expansions territoriales associées » sont « les trois caractères communs » du colonialisme pendant six siècles. L'auteur analyse ensuite ce qu'il nomme « La réalité paradoxale du développement de colonies de peuplement par Israël ». Objectivement, le colonialisme des implantations en Palestine apparaît par simple comparaison des cartes évoluant de 1947 à aujourd'hui. Mais le paradoxe « découle de la contradiction entre le projet sioniste [...] et la réalité des combats anti-impérialistes et contre les nationalismes arabes que les colons juifs ont dû livrer ». Le caractère colonial de l'État d'Israël s'affirmera-t-il davantage encore s'il a un « plus grand recours aux différenciations ethniques pour déshumaniser les populations des Palestiniens qu'il s'agira d'éliminer, [à] la violence accrue des moyens [...], voire [à] d'autres extensions du territoire israélien qui pourraient en résulter » ?

Pour clore ce dossier, deux textes abordent la question des nouvelles formes de colonialisme. D'abord, Mireille Fanon-Mendes-France, présidente de la Fondation Frantz Fanon internationale, se demande si, après l'élection de Trump, la crise politico-économique aux États-Unis va entraîner des transformations internationales. Sa réponse est nette : le système colonial occidental-européen né en 1492, fait de racisme et d'acculturation, perdure, car il est « l'un des piliers fondateurs du système capitaliste ». Aussi, « les relations internationales n'échappent pas aux injonctions des *marchands* et ces transformations sur le plan international ne datent pas du premier mandat de Trump, pas plus que de l'élection de présidents ouvertement racistes, voire fascistes, elles sont présentes depuis 1492. On ne peut obérer cette période fondatrice du modèle dans lequel nous sommes forcés de survivre ; nous devons repérer les répétitions ou les variations. »

Enfin, Jean-Marie Harribey propose une recension d'un ouvrage collectif *Critique de la raison décoloniale, Une contre-révolution intellectuelle*, coordonné par Mikaël Faujour, rassemblant sept contributeurs. Le courant décolonial, né en Amérique du Sud, entend défaire l'hégémonie politique et culturelle que le monde occidental a construite au détriment des peuples colonisés depuis 1492, considérée comme la date-clé du démarrage du capitalisme, indissolublement lié au colonialisme et au racisme, et donc à la négation et l'éradication des cultures autres. La critique faite par Faujour et ses co-auteurs considère que ce courant s'écarte de la pensée de Frantz Fanon, bien qu'il s'en réclame, et elle est résumée ainsi : « les études décoloniales remplacent le capitalisme par la modernité, l'accumulation par le développement, la plus-value par le classisme, la classe par la race, le capital par l'Europe, la bourgeoisie par l'Occident, la subalternité par l'altérité, la conscience par l'identité, l'impérialisme par l'eurocentrisme et l'internationalisme par l'interculturalité. »

Dans la partie Débats de ce numéro des *Possibles*, nous rassemblons quatre contributions. D'abord, le sociologue Alain Accardo imagine une conversation à mi-chemin de la fiction et de la réalité pour, grâce à l'ironie, mettre en évidence le fait que « les principaux obstacles à la réalisation de ce vieux rêve d'un monde de justice, que la gauche continue à chérir, se situent dans la substance même de l'idéologie du capitalisme néolibéral ».

S'il en fallait un exemple, un collectif de féministes intervient de manière très argumentée pour critiquer un rapport de la Cour des comptes recommandant de développer la garde parentale, moins onéreuse pour les finances publiques que la création de places d'accueil et qui préconise d'allonger le congé de maternité pour réduire la demande d'accueil, mais sans

rien dire du congé de paternité. Cet article s'insurge que l'emploi des femmes soit une variable d'ajustement du budget de l'État.

Un peu dans le prolongement de son article sur l'évolution du capitalisme, Pierre Khalfa pose la question de savoir quelles leçons on peut tirer pour la gauche de la victoire de Trump. C'est l'occasion de voir les raisons de la victoire de ce dernier. Parmi elles, l'abandon des problèmes sociaux par le camp démocrate, et une vision du futur pour les États-Unis, détestable, mais qui, face au vide de la campagne d'Harris, a pu occuper l'espace de l'imaginaire collectif. Quelles leçons ? Besoin d'un programme de rupture ; un imaginaire désirable ; la démocratie qui « doit imprégner le rapport que les partis politiques entretiennent avec les classes populaires ».

Élargissant la discussion, Michel Cabannes prend le risque de définir ce que serait un dépassement du capitalisme. En partant de l'idée que puisque « c'est l'hégémonie du capitalisme qui génère [les] détériorations, le dépassement doit signifier la fin de sa domination. La stratégie de réduction de la place du capitalisme doit éliminer le primat de la logique de l'accumulation du capital dans une économie plurielle ». Il défriche ce terrain en trois temps. D'abord, pourquoi le dépassement est justifié bien qu'il ait été décrédibilisé pendant le XX^e siècle ? Ensuite, que pourrait être un modèle alternatif et pluriel ? Enfin, quel processus démocratique pourrait y conduire ?

On ne croit pas outrepasser les propos des auteurs contribuant à ce numéro des *Possibles* en disant que, derrière le chamboulement de ce monde sens dessus dessous, en filigrane de leurs analyses critiques comme de leurs aspirations, figure l'engagement en faveur de la démocratie, comme but et comme moyen. Comme but parce que les institutions démocratiques sont menacées en maints endroits du monde, la montée de l'extrême droite et la concentration des pouvoirs entre les mains des oligarques les plus riches en étant les symptômes les plus flagrants ; la démocratie est donc un processus qui n'est jamais définitivement acquis. Comme moyen parce que l'histoire des deux derniers siècles a montré que sans une démocratie irradiant toutes les institutions sociales, aucun processus révolutionnaire ne réussit durablement. Même les libérations nationales qui ont eu lieu pendant la seconde moitié du XX^e siècle pour mettre fin au colonialisme se heurtent aujourd'hui à ce problème. En réponse à une question sur son pays natal, l'écrivain Kamel Daoud dit : « On me reproche de ne pas être le bon Arabe, celui qui est dans le victimaire et le décolonial permanents. Est-ce que je dois me taire sur dix ans de massacre en Algérie, sur l'islamisme, sur cette menace qui est devenue mondiale, de peur d'être "récupéré" par la droite ou d'être traité "d'islamophobe" par la gauche ? C'est un chemin de crête. »⁴ L'humanité est tout entière sur une ligne de crête. Cette introduction, commencée le 7 janvier, est placée sous le signe de la liberté d'expression ; qu'elle nous soit l'occasion de demander la libération de Boualem Sansal. Il en va, comme pour la cessation de toutes les ignominies, à commencer par celle qui règne à Gaza, du monde sens dessus dessous pour qu'il acquière un sens un peu moins inhumain.

⁴ Kamel Daoud, *Le Monde des livres*, 10 janvier 2025, propos recueillis par Jean Birnbaum.